



Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé du Logement et de l'Urbanisme

Paris, le 1^{er} septembre 2010

COMMUNIQUE DE PRESSE

La mobilisation du foncier public va permettre la construction 50.000 logements en 3 ans

Benoist Apparu, Secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme, en déplacement à Montrouge, s'est fixé comme objectif de construire 50.000 logements supplémentaires d'ici 3 ans en mobilisant le foncier public.

Depuis maintenant deux ans, l'Etat a montré sa volonté de mobiliser le foncier public pour accélérer la construction de logements, l'action du Comité Interministériel pour le Développement de l'Offre de Logements a permis la mise en chantier de près de 20.000 logements depuis 2008. Mais il faut aller plus loin et plus vite.

Le Secrétaire d'Etat a souligné qu'il est nécessaire de relancer la mobilisation des acteurs sur tous les projets bloqués. Même si certains projets sont complexes, je demande aux Préfets de coordonner au plus vite le travail entre les Maires, le ministère ou l'établissement vendeur et France Domaine.

Cet enjeu majeur car ce gisement de foncier public est en général situé dans les zones tendues et bien souvent dans les centres urbains.

J'ai demandé à Alain Régnier, Délégué interministériel, de réunir très régulièrement les préfets de département concernés par cet enjeu pour qu'ils puissent relayer localement cette mobilisation.

Dans les mois à venir je souhaite que des appels à projet soient lancés sur une dizaine d'autres sites pour lesquels le passage à l'opérationnel est toujours en instance.

Montrouge était le parfait exemple d'un projet ambitieux bloqué depuis le début des années 2000, il est de nouveau sur les rails. Avant la fin de l'année un opérateur sera retenu et la cession et la mise en chantier interviendront en 2011.

Cette mobilisation de l'ensemble des acteurs doit nous permettre de répondre à un impératif, construire davantage en zones tendues pour répondre à la demande de nos concitoyens. Tous les leviers permettant de répondre à cet enjeu doivent être utilisés, la mobilisation du foncier public doit nous permettre de construire 50.000 logements d'ici 3 ans.